

*Questions orales*

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) et ministre d'État (Affaires indiennes et du Nord canadien)):** Monsieur le Président, le problème dont parle le député remonte à plus loin que 1984. Il ne faut pas perdre de vue que le problème de ces gens existe depuis fort longtemps, depuis quelque 20 ans, et que personne n'y a apporté de solution.

**M. Manly:** Vous, en tout cas, vous n'avez rien fait.

**M. Valcourt:** Nous les avons rencontrés.

Le député parle de s'immiscer dans l'administration de la justice. Je crois savoir que les autorités policières ont pris des mesures. Les socialistes, eux, bien entendu, se mettraient toujours le nez dans les affaires de la police. Ce n'est pas mon rôle. Mon rôle, c'est de collaborer avec le chef et sa bande à convaincre Québec de s'asseoir à la table pour discuter des problèmes qu'ils soulèvent. Nous avons pris un engagement en ce sens et nous avons l'intention d'y donner suite.

\* \* \*

**L'ÉNERGIE**

## LE PROGRAMME CANADIEN D'ENCOURAGEMENT À L'EXPLORATION ET À LA MISE EN VALEUR

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, je m'adresse au ministre des Finances. Le gouvernement n'a eu aucune difficulté à donner des milliards de dollars aux grandes sociétés pétrolières, mais aujourd'hui, dans le cadre de l'application du Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur, le ministre de l'Énergie a réduit l'aide aux petites et moyennes entreprises de ce secteur.

Je sais que le gouvernement considère les petites et moyennes sociétés pétrolières comme une plaie, bien que la plupart soient canadiennes, mais la décision de réduire le financement en cette période de cours mondiaux à la baisse aura des effets désastreux. Pourquoi le gouvernement pousse-t-il les petites et moyennes sociétés pétrolières à abandonner leurs opérations?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député fait allusion à l'annonce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a faite ce matin et il prétend que nous réduisons les fonds. Au contraire, nous les augmentons. Nous haussons le pourcentage d'aide de 16 2/3 p. 100 à 25 p. 100 dans le Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur.

Le député prétend que cette partie de l'industrie est une plaie pour nous. Je me demande où il se cache depuis quatre

ans, mais les programmes de notre gouvernement dans le domaine de l'énergie visent à ressusciter ce secteur en particulier qui a été anéanti au cours des années 1980, 1981 et 1982.

J'ai visité de nombreuses régions de l'Alberta et je me suis entretenu avec ceux que le député traite de plaie. Ils le sont peut-être pour le parti libéral, car c'est ainsi que le gouvernement précédent a traité ces entreprises de l'industrie pétrolière et gazière. Il a agi comme si elles l'importunaient et en a chassé un grand nombre de l'autre côté de la frontière. C'est ainsi que l'industrie a été détruite.

## LA POSITION DU MINISTRE

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, le ministre des Finances doit retomber les deux pieds sur terre, car il sait que les petites et moyennes sociétés pétrolières et gazières voulaient maintenir la proportion à son niveau actuel d'un tiers. La proportion tombera néanmoins de 33 1/3 à 25 p. 100 à compter du 1<sup>er</sup> octobre.

Le ministre ne manquait pas de fonds à verser aux grandes sociétés pétrolières, car s'il en manque, il peut réduire de moitié le montant global de 10 millions au lieu d'abaisser le pourcentage. Il va à l'encontre de ce que souhaitent les petits et moyens producteurs.

Le gouvernement dit souhaiter la canadienisation, mais il coupe la gorge aux sociétés canadiennes. Pourquoi ne veut-il pas reconnaître le tort que les faibles cours mondiaux machinés par l'OPEP causent aux petites et moyennes sociétés pétrolières?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, le député prétend que nous n'avons pas donné à l'industrie ce qu'on demandait. Nous n'avons donné à personne ce qu'il demandait. La façon de fonctionner du gouvernement libéral était justement de distribuer l'argent pour satisfaire tout le monde.

**M. Tobin:** Vous avez l'air à côté de vos pompes.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Nous avons examiné la proposition . . .

**M. Tobin:** De grâce, Mike, rassoyez-vous. Émettez les brefs, déclenchez les élections.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Il est clair que le député . . .

**M. Tobin:** Vous êtes vraiment gonflé.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Le député de Terre-Neuve s'énerve. Il croule sous la pression. Je sais que cela fait mal de se retrouver troisième dans les sondages, presque sur le même pied que le parti libéral.